Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes (Mars 2013 : N°9)

[1] Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre la détention administrative et les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue, c'est lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne. C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

Cette chronique, produite par Rim al-Khatib, se veut être l'écho de cette lutte. Depuis début 2012, les prisonniers en détention administrative ont lancé un mouvement ininterrompu de grève de la faim. Actuellement Samer 'Issawi est en grève de la faim depuis plus de 5 mois (150 jours) ».

« Nés libres, nous le resterons »

Soutenir la lutte des prisonniers détenus dans les geôles sionistes

Mars 2013 : N°9

I — Abolir la détention « administrative »

La détention « administrative » est un crime de l'occupation. Des milliers de Palestiniens subissent cette forme de torture morale et physique, parce que les occupants craignent la révolte populaire. Des vies sont brisées parce que l'occupant ne peut contrôler une population héroïque qui ne cesse de réclamer, depuis plus d'un siècle, sa liberté. Abolir cette forme d'arrestation arbitraire est devenu une priorité pour le peuple palestinien qui lutte pour sa liberté et sa dignité.

Le résistant Ayman Sharawneh a été enfin libéré le 17 mars. Il a accepté d'être éloigné vers la bande de Gaza en contrepartie de sa libération et de la suppression de son « dossier ». En grève de la faim depuis le mois d'août dernier, il a perdu 80% de sa capacité visuelle, selon l'avocat du Club des Prisonniers. Il se trouvait à l'hôpital Soroka, dans la ville occupée de Beer-Saba' (Naqab), lorsque des négociations entre le Shabak et lui, via l'administration pénitentiaire, a eu lieu. Le Shabak a maintes fois essayé de faire pression sur lui pour « revoir » et non pas « supprimer » son dossier, mais Ayman a tenu bon. La libération de Ayman Sharawneh, bien qu'il soit éloigné vers Gaza pour dix ans, est une grande victoire pour les prisonniers en lutte, et d'abord pour Ayman Sharawneh. . Elle a prouvé que les sionistes craignent l'extension du mouvement et essaient de négocier. Il y a quelques mois, Ayman avait reçu l'assurance qu'il serait libéré. Il avait arrêté la grève de la faim, mais les autorités de l'occupation ont violé leurs promesses et l'ont maintenu en prison, comptant le condamner à achever la peine pour laquelle il avait été condamnée avant sa libération (28 ans), en octobre 2011, dans le cadre de l'accord d'échange. Sheikh Khodr Adnane qui a salué la libération de Ayman a déclaré que le sourire de sa mère est à elle seule une victoire contre l'occupant, ajoutant que l'éloignement vers Gaza sera levé, tôt ou tard. C'est aussi l'avis de Ayman Sharwaneh lui-même qui a déclaré que son éloignement vers Gaza est un crime, mais qu'il devait l'accepter.Quelques heures après sa libération, l'occupation a arrêté son frère Jihad, dans la ville occupée d'al-Khalil, par pure vengeance et dépit d'avoir été obligée de libérer Ayman.

Samer Issawi poursuit la grève de la faim, approchant des 240 jours. Il a une nouvelle fois refusé d'être éloigné vers Gaza, et a écrit une longue lettre où il explique son refus : « Tout en reconnaissant que la bande de Gaza fait partie de la patrie et que ses habitants sont mon peuple, j'affirme que j'irai à Gaza quand bon me semble, car c'est une partie de mon pays, et que j'ai le droit de circuler dans mon pays comme je l'entends, mais je refuse d'y être éloigné (de force) car ceci rappelle l'expulsion forcée des Palestiniens en 1948 et 1967. Aujourd'hui, nous luttons pour la libération de la terre et le retour des réfugiés et déportés… la manière méthodique par laquelle Israël déporte les Palestiniens de leur terre pour mettre à leur place des mercenaires est un crime en soi. Je refuse la déportation, quel que soit le lieu. L'occupant vise à vider la ville d'al-Quds de sa population, la déportation est devenue un principe pour lui. Tout prisonnier ou autre palestinien qui subit des pressions est déporté pour vider la ville d'al-Quds de sa population.Je préfère la mort à l'éloignement de la ville d'al-Quds, elle est mon âme et ma vie. Si j'en suis arraché, c'est mon âme qu'on arrache, il n'y a pas de vie après al-Quds et al-Aqsa. Loin d'al-Quds, aucune terre n'est assez grande pour me convenir. Je retournerai uniquement dans al-Quds et nulle part ailleurs… Il ne s'agit pas d'une question personnelle, mais d'une question nationale, d'une conviction et du principe auquel est attaché tout Palestinien qui aime sa patrie… »

Deux martyrs sont tombés, en défense de la dignité des prisonniers et des Palestiniens : Mahmoud El-Titi, étudiant, ancien prisonnier libéré, fondateur du « mouvement des Palestiniens pour la dignité » en Cisjordanie. Du camp de réfugiés d'al-Fawwar, près de la ville d'al-Khalil, étudiant en sciences des médias, il avait mis son savoir au service des prisonniers. Le mardi 12 mars, les soldats de l'occupation ont tiré : Mahmoud El-Titi est tombé. Quelques jours auparavant, les forces sécuritaires de l'AP de Ramallah l'avaient convoqué. Il avait été leur prisonnier il y a plusieurs années, avant d'être détenu dans les prisons de l'occupation.

Le second martyr, Muayyed Ghazawneh, 35 ans, du bourg al-Ram, à l'entrée de la ville d'al-Quds, qui fut atteint d'une complication cardiaque suite aux tirs de l'armée sioniste contre les manifestants, devant la prison de Ofer. Il est décédé le vendredi 15 mars. De violentes manifestations ont eu lieu lors de ses funérailles à al-Quds, les jeunes ayant décidé de lancer des pierres sur les soldats au barrage de Qalandia.

Le résistant Younes al-Hroub, qui mène la grève de la faim depuis plus de 25 jours, réclamant sa libération et l'abolition de la détention administrative, a été emmené à l'hôpital Soroka, à cause de la détérioration de son état de santé.

Les trois prisonniers appartenant au mouvement du Jihad islamique et qui refusent leur détention « administrative », Zakariya El-Hih, Mohammad Najjar et Ibrahim Ibrahin , ont affirmé à l'avocat du Club des Prisonniers que les autorités carcérales exercent d'énormes pressions sur eux pour les empêcher de poursuivre, et qu'elles les ont menacés de les alimenter par la force. Zakaria al-Hih est passé de l'état de détenu « administratif » à prisonnier condamné, les autorités de l'occupation ayant inventé un motif pour le détenir. Des nouvelles non encore vérifiées font état de l'arrêt de la grève de la faim de Mohammad Najjar et Ibrahim Ibrahin.

L'occupation a refusé l'appel concernant la détention administrative du député maqdisi Ahmad Attoun, pour 6 mois. Le jugement a été confirmé. Le député Ahmad Attoun a d'abord été enlevé du siège du CICR dans al-Quds, où il protestait contre les menaces d'expulsion à l'encontre de la direction politique maqdisie. Expulsé vers Ramallah, il été arrêté et condamné à 6 mois de détention « administrative ».

Vendredi 15 mars, plusieurs manifestations ont été organisées à al-Khalil, en soutien aux prisonniers en lutte, Ahmad Najjar et Zakaria Hih. Elles furent durement réprimées par les forces de l'occupation. Thaer Halahla, prisonnier libérée qui a mené la grève de la faim, a critiqué les forces sécuritaires de l'AP qui empêchent toute riposte aux attaques des sionistes et qui poursuivent les résistants.

L'occupant tiendra-t-il parole dans les cas de Tareq Kaadan et Jaafar Izzidine, qui ont mené la grève de la faim puis arrêté, suite à la promesse du juge de l'occupation que leur détention « administrative » ne serait pas renouvelée, après le 22 mai ? Bien que l'avocat avait réclamé que la date soit revue afin de réduire la durée de la détention, le juge avait fixé le terme de trois mois, non renouvelable. Mais aucune séance du tribunal n'a encore confirmé cette promesse, laissant les deux résistants détenus dans une situation imprécise. Deux fois de suite, le tribunal a reporté ses séances.

2 — Statistiques

Suite au martyre de Arafat Jaradat le 23 février, les autorités de l'occupation ont arrêté 310 Palestiniens en Cisjordanie occupée, al-Quds y compris. Dans la seule ville d'al-Khalil, l'occupation a arrêté 95 Palestiniens, de tous âges, par crainte du déclenchement d'une révolte généralisée contre l'occupation. Dans la ville d'al-Quds, 82 personnes ont été arrêtées. Par ailleurs, 70 enfants ont été arrêtés, certains âgés à peine de 9 ans. Ils ont été soit relâchés après le paiement d'une amende, soit mis en détention à domicile.

Le résistant maqdisi Mahmoud Nofal Mohammad Daajneh (65 ans) entame sa 21ème année de prison. Il est prisonnier depuis le 16 mars 1993, et a été condamné à la perpétuité plus dix ans. Marié, père de dix enfants, et grand-père de 50 petit-fils. Il est le plus âgé des prisonniers maqdisis.

14 prisonniers palestiniens sont atteints de cancer. Ils ne suivent aucun traitement approprié. Les organismes de défense des prisonniers interpellent les associations humanitaires dans le monde de soulever la question des prisonniers malades dans les geôles sionistes. Parmi les cas les plus graves, celui de Maysara Abu Hamdiyé, qui risque la mort à tout instant, et celui du résistant Mu'tassam Radad, 27 ans. Les autorités carcérales et les médecins sionistes utilisent Maysara Abu Hamdiyé pour leurs expériences médicales. Deux fois de suite, des médicaments non conformes lui ont été administrés. Ce n'est pas la première fois que des informations circulent sur l'utilisation des prisonniers comme cobayes pour les industries pharmaceutiques de l'Etat colonial.

3 — Arrestations et condamnations

L'occupation a lancé une campagne d'arrestation des cadres politiques de plusieurs mouvements (Fateh, Jihad islamique, Hamas) et des journalistes, par crainte de l'extension de la révolte du peuple palestinien en Cisjordanie, y compris al-Quds. Plusieurs prisonniers libérés ont également été arrêté, dont Issa Awad, Mohammad Harb, Mahmoud Hamdi Shabaneh (Hamas).Nawal Saadi, du camp de Jénine, dont le mari Bassam Saadi a été libéré il y a plus d'un mois, est toujours en arrestation, l'occupant reportant sans cesse la séance du tribunal qui devrait confirmer ou annuler sa détention.

4 — Portrait d'un détenu « administratif »

Le prisonnier libéré Mazen Jamal Natché (41 ans) est de la ville d'al-Khalil. Il vient d'être libéré après 127 mois de détention « administrative (soit plus de dix ans), et dont il fut le doyen. Il a été interviewé par le centre Ahrar. Il dit avoir été arrêté pour la première fois en 1991 alors qu'il était encore lycéen. Il fut prisonnier pour un mois. Ensuite, il fut arrêté le 18 octobre 1994, et condamné à 8 mois de prison. En 1997, il fut arrêté et mis en détention « administrative » pour 9 mois. Et depuis 2004, il n'est pas resté hors de prison plus d'une année entière.

Le 29 mars 2004, après le martyre de sheikh Ahmad Yassine, il fut à nouveau arrêté pour 9 mois, puis en 2005, pour 44 mois, sans qu'aucune charge contre lui n'ait été prononcée, mais seulement un rapport secret des services de renseignements qui le juge « dangereux ». Puis la dernière arrestation fut le 10/7/2009, où il fut détenu pendant 41 mois, toujours sans charge. Il a été transféré dans la plupart des prisons sionistes. Il considère que toutes ces années de détention ont brisé son parcours de vie, sans qu'il y ait une raison valable à cela. Il fut éloigné de sa famille et de ses enfants, et il n'a pas pu poursuivre ses études.

La dernière fois où il a été arrêté, il rédigait un mémoire de maîtrise à l'université Abu-Dis d'al-Quds, et son arrestation a mis fin à l'obtention de son diplôme. De plus, sa vie familiale a été très perturbée, puisqu'il n'a pas été aux côtés de ses trois enfants pendant toutes ces années.

A cause de la torture subie et des mauvais traitements infligés par les autorités carcérales, il souffre à présent de plusieurs maladies, et il est obligé de prendre divers remèdes et suivre des traitements constants. Il dit que le transfert d'une prison à l'autre au moyen de ce que les prisonniers appelent « bosta » est une des choses les plus pénibles que les prisonniers subissent, car il s'agit d'une « machine de torture » qui étouffe les prisonniers lors des transferts, et notamment les prisonniers « administratifs » qui sont en transfert constant.

5 — Solidarité

Plusieurs manifestations et rassemblement se déroulent quotidiennement en Palestine occupée et dans le monde, pour soutenir la lutte des prisonniers palestiniens. Cependant, dans les pays arabes, le soutien reste épisodique.

Les prisonniers ont déclenché le 19 mars une grève de la faim pour réclamer la fin de l'isolement de Darrar al-Sissi. Les autorités carcérales onr riposté en menaçant de supprimer les visites familiales à cause de ce mouvement. Elles ont déjà supprimé les visites familiales pendant trois semaines, à cause des « fêtes juives ».Le député palestinien Mohammad Baraké, qui siège à la Knesset sioniste, a évoqué l'arrestation, puis la grève de la faim de Samer Issawi, devant la Knesset, appelant à sa libération immédiate. Il a dénoncé les motifs fallacieux de son arrestation et s'est adressé au « brin de conscience » des députés pour le faire libérer.

Des dizaines de Palestiniens ont manifesté devant le consulat américain dans al-Quds réclamant la libération de Samer Issawi, le 19 mars. C'est tous les jours que les maqdisis se mobilisent, en présence de Shirine Issawi, qui a déclaré que les Palestiniens se mobilisent pour la libération de tous les prisonniers, et notamment de ceux qui luttent en menant la grève de la faim.

L'ambassadeur palestinien auprès des Nations-Unies, Riad Mansour, a réclamé l'intérêt de cet organisme international pour la question des prisonniers palestiniens détenus dans les prisons sionistes et notamment pour le résistant Samer Issawi, en grève de la faim depuis plus de 230 jours.

L'Union européenne a décidé d'envoyer une « commission d'enquête » sur le martyre du prisonnier Arafat Jaradat dans les prisons de l'occupation. Issa Qaraqe' ministre palestinien pour les affaires des prisonniers et libérés, a salué ce geste, disant qu'il s'agit d'une « victoire de la justice humaine et des droits de l'homme ». Ce ministre a dû sans doute oublier le sort des précédentes commissions d'enquête à propos du massacre de Jénine, ou de la guerre criminelle contre Gaza en 2008-2009.

L'Autorité Palestinienne de Ramallah a arrêté le journaliste Tareq Sarkaji, à Nablus, le 11 mars. Depuis son retour de Jordanie en novembre 2012, les services sécuritaires de l'AP l'ont maintes fois convoqué avant son arrestation. Elle poursuit l'arrestation des prisonniers libérés, par ordre et en collaboration avec l'occupation, craignant elle aussi l'extension du mouvement de révolte dans les territoires occupés.